



Continuité pédagogique : les régions mettent les bouchées doubles

Après trois semaines de confinement, Régions de France fait un bilan des efforts portés par les régions au service de la continuité pédagogique. Avec la crise du Covid19, les ENT ont tenu la charge, et deviennent un enjeu de premier plan. « Les environnements numériques de travail (ENT) sont effectivement soumis à une forte pression et des cas de lenteurs ou d'arrêt du service temporaires sont signalés. Le ministère est extrêmement attentif à cette situation », alertait le ministère de l'Éducation nationale le 17 mars dernier, aux premiers jours du confinement qui depuis oblige 12,4 millions d'élèves à rester chez eux.

Trois semaines plus tard, François Bonneau, président de la région Centre Val de Loire et président délégué de Régions de France a dressé un bilan élogieux de l'implication des régions dans le maintien du « service public d'éducation ». « Les ENT sont apparus comme les outils collaboratifs multifonctions indispensables qui permettent de maintenir le lien entre professeurs, élèves et parents tout en proposant des services pédagogique et de gestion de vie scolaire », a-t-il insisté le 7 avril 2020, lors d'une conférence de presse.

De cinq à dix fois plus de connexions sur les ENT

Le volume de connexion sur les ENT régionaux a en effet explosé en quelques jours. Il a par endroit été multiplié par dix, de même que les connexions simultanées, ainsi que le nombre de documents transmis. « Durant les trois ou quatre premiers jours, nous avons dû adapter les flux de transmission et les capacités des serveurs », admet le président. Mais l'expérience des premiers territoires touchés par le confinement, les régions Grand Est et Hauts-de-France, les départements de l'Oise et du Haut Rhin, ont permis aux autres de s'adapter plus rapidement à la charge. « C'est une prouesse technique majeure qu'ont réalisée les prestataires et les équipes techniques des régions et des académies pour maintenir ces outils à flot », reconnaît aujourd'hui Régions de France.

« Faire en sorte que l'ENT ne s'écroule pas »

Ainsi, en région Grand Est, les deux premières semaines ont été consacrées « à faire en sorte que l'ENT ne s'écroule pas, témoigne Jean-François Vendramini, chef de Service du Numérique éducatif. Nous avons deux réunions de crise matin et soir avec l'éditeur et les académies. » Des mesures d'adaptation des fonctionnalités ont été décidées pour mieux répartir la charge entre élèves, enseignants et parents. « Pour stabiliser l'ENT, nous avons procédé à une augmentation des ressources système et réseau. Ce qui ne suffit toujours pas. A chaque fois que l'on augmente les capacités, les usages augmentent en parallèle », précise-t-il.

La région a en effet un ENT commun avec les dix départements qui la composent et les académies de Nancy/Metz, Reims et Strasbourg. « Nous sommes aujourd'hui à 933 000 visites et presque 12 millions de pages vues en une seule journée avec la possibilité de connecter 72 000 élèves en simultané. Avant le confinement, nous étions à moins de 500 000 visites et 3 millions de pages vues », détaille Hélène Sigot Lemoine, vice-présidente en charge de l'éducation et du plan collègue au sein du conseil départemental de la Meuse.

« Beaucoup d'enseignants refusaient d'utiliser l'ENT, ou alors avec parcimonie. Aujourd'hui c'est le seul moyen de maintenir le lien. Ils sont tous obligés de s'y mettre ! », convient Jean-François Vendramini, non sans une pointe de satisfaction, « après dix années d'efforts » pour en généraliser l'usage.

Elèves sortis des radars

Au niveau national, avant la crise, c'était 70% des enseignants qui s'étaient appropriés leur ENT, comptabilise Régions de France. « C'est désormais la totalité qui les utilisent » affirme François Bonneau. Certains jeunes en revanche passent entre les mailles du filet. L'éducation nationale estime entre 5% à 8% d'élèves qui sont sortis des radars, tous niveaux confondus. Régions de

France n'a pas de chiffres consolidés concernant les lycéens en particulier, même si les données de connexion aux ENT indiquent l'assiduité des élèves. « Les ENT permettent aux chefs d'établissement d'adresser des messages aux familles, en insistant sur l'importance de se connecter au lycée et sur les solutions qui existent comme la mise à disposition de machines », si la famille en est dépourvue, explique François Bonneau.

Prêt de matériel

Pour les 1% à 2% de lycéens ne disposant pas d'outils numériques, les régions mettent en effet en place des dispositifs particuliers de prêts de matériels. La région Bourgogne Franche Comté a ainsi distribué aux élèves sans matériels 400 portables et tablettes paramétrés par la région. La région Centre-Val-de-Loire a quant à elle proposé aux chefs d'établissement de mettre à disposition des élèves qui en auraient besoin leur stock d'ordinateurs et de tablettes, financé par la région, de même que la Normandie et les Pays de la Loire. En Nouvelle Aquitaine, ce sont mille PC portables qui ont été prêtés aux élèves.

Equipements généralisés

Certaines régions, comme la région Grand Est, l'Occitanie, la région Sud et l'Ile de France avait déjà fait le choix d'équiper massivement les élèves en ordinateurs portables. Dans la région Sud, la grande majorité des élèves de seconde et de première générale et technologique est déjà équipée d'une tablette financée par la région depuis septembre. En Occitanie, 57 000 machines ont déjà été distribuées.

En Grand Est, les trois quarts des lycéens sont équipés. Ils le seront tous en 2020, en clôture du plan lycées 4.0. La région Ile-de-France vient quant à elle d'annoncer dans un communiqué, qu'elle mettrait à disposition un équipement numérique à tous les nouveaux lycéens dès la rentrée 2020, que l'établissement ait opté ou non pour le manuel numérique, contrairement à 2019.

Soutien scolaire

Certaines régions enrichissent leur ENT d'applications de web conférence, comme dans les Hauts-de-France ou en Nouvelle Aquitaine, ou ajoutent des ressources documentaires supplémentaires. Des expérimentations de soutien scolaire voient également le jour. Ainsi, la Normandie teste avec vingt lycées le recours à la plateforme d'accompagnement pédagogique Enseigno. En Centre-Val-de-Loire, la région recherche des étudiants bénévoles pour soutenir les lycéens en difficulté. « Il faut être vigilant et imaginatif pour que les inégalités ne se creusent pas », insiste François Bonneau. Car pour les régions, le numérique n'est pas l'alpha et l'oméga. Rien ne remplace le présentiel, le groupe classe, et la médiation des professeurs, surtout pour les élèves les plus fragiles.

Focus

Une distribution sécurisée de matériel informatique

Le ministère de l'éducation nationale a annoncé le 31 mars 2020, l'organisation d'une distribution sécurisée de matériels informatiques disponibles dans les écoles et les établissements scolaires (tablettes et ordinateurs portables), en accord avec les communes, départements et régions. Cette distribution se fera à partir de « l'établissement scolaire qui gère l'inventaire de son stock attribuable et la liste des élèves bénéficiaires ». La Poste est chargée de distribuer aux familles identifiées comme éloignées des dispositifs numériques les colis contenant le matériel informatique préparés dans les établissements, « en respectant les mesures de protection du dernier mètre, sans contact ni signature ».